

Rabat, le 30 juin 2010

## **Impact macro et microéconomique de quelques mesures retenues dans les lois de finances 2009 et 2010**

Les lois des finances arrêtées pour les années 2009 et 2010 retiennent quelques mesures pour l'amélioration des niveaux de vie des ménages. Il s'agit, d'une part, de l'augmentation du seuil d'exonération, de la réduction du plafond du taux marginal et de réaménagement à l'intérieur de la grille des tranches de fiscalité de l'impôt sur le revenu et, d'autre part, de l'augmentation des salaires des fonctionnaires des échelles inférieures ou égales à 9.

Selon les lois de finances 2009 et 2010, ces deux mesures représentent pour le budget général de l'Etat des charges supplémentaires de 16 milliards de DH sur les deux années 2009 et 2010. La réduction du niveau de l'impôt sur le revenu (IR) occasionne un manque à gagner des recettes de l'Etat estimé à 8,62 milliards de DH, reparti entre 4,5 milliards de DH en 2009 et 4,12 milliards de DH en 2010. Les augmentations des salaires, quand à elles, se traduisent par des dépenses publiques supplémentaires de l'ordre de 7,38 milliards de DH (5,68 milliards de DH en 2009 et 1,7 milliards de DH en 2010).

Le Haut Commissariat au Plan a conduit un exercice de simulation de l'impact simultané de ces deux mesures sur les principales grandeurs macroéconomiques, notamment la croissance, l'investissement, l'emploi, le déficit budgétaire de l'Etat et le déficit extérieur. Les effets macroéconomiques de ces deux mesures sont analysés à des horizons de court et moyen termes.

L'exercice est réalisé sur la base d'un modèle macro-économétrique qui permet de faire des prévisions économiques et d'évaluer l'impact à court et moyen termes des choix des politiques publiques sur l'économie nationale. De soubassements théoriques néo-keynésiens, ce modèle distingue quatre agents économiques: les ménages, les entreprises, l'administration publique et le reste du monde. Il distingue aussi le secteur marchand et le secteur non marchand.

La simulation de ces deux mesures budgétaires, à l'aide du modèle, consiste, simultanément, à réduire le taux apparent de l'impôt sur le revenu et à augmenter le taux de salaire des fonctionnaires pour les années 2009 et 2010. Pour l'analyse de l'impact économique de ces mesures, la simulation est comparée avec les projections économiques de l'évolution tendancielle à un horizon de moyen terme (2009-2015).

Il ressort des résultats de la simulation que l'effet des deux mesures a induit une augmentation de la croissance économique et une amélioration du pouvoir d'achat des ménages, mais a conduit aussi à une détérioration des équilibres commercial et budgétaire.

Le PIB s'accroîtrait de 1,22% en 2010, par rapport à son niveau tendanciel. Cette croissance s'explique par l'augmentation de la demande induite par un surcroît de la consommation finale des ménages qui aurait atteint 1,79% en 2009 et 3,17% en 2010, ce qui aurait stimulé l'activité des entreprises et par conséquent l'investissement et l'emploi, causant ainsi un nouvel accroissement de la demande.

L'investissement s'accroîtrait de 0,75% en 2009 et de 1,57% en 2010. Quand à l'emploi la croissance économique supplémentaire se traduirait par des créations d'emploi de 50440 en 2010 et de 50900 en 2011 et le chômage baisserait de 34749 en cette dernière année.

Ces mesures n'affecteraient pas seulement les volumes des grandeurs macroéconomiques, mais agiraient aussi sur les prix qui auraient connu de légères hausses en réduisant les bienfaits de l'augmentation des revenus disponibles des ménages. Cependant, l'inflation induite resterait inférieure au rythme d'accroissement des revenus. Ainsi, vers l'année 2015 l'augmentation des prix se stabilise au tour de 1,57% et celle des revenus au tour de 4,51% par rapport à leurs niveaux tendanciels. Il en découle ainsi une amélioration des pouvoirs d'achat des ménages sous l'effet de ces deux mesures.

Par ailleurs, l'accroissement de la demande domestique engendrerait une augmentation aussi bien de la production locale des entreprises que des importations. Ainsi, les importations favorisées par la hausse des prix intérieurs augmenteraient fortement pour atteindre un surplus de croissance de 2,95% en 2010 et de 3,17% en 2011. Les exportations, quand à elles, baisseraient faiblement avant de se stabiliser au tour d'un taux de -0.41% en 2015.

L'effet des deux mesures touche également la balance commerciale et le solde budgétaire qui vont être fortement dégradées. La perte de la compétitivité suite à la hausse des prix conduit à très court terme à un surcroît du déficit commercial qui atteindrait 1,64% du PIB en 2011. Pour le solde budgétaire, le surcroît du déficit budgétaire atteindrait 1,52% du PIB au cours de l'année 2010.

Ainsi, en l'absence d'autres mesures permettant de compenser la part réduite des recettes de l'impôt sur le revenu et de financer le supplément des dépenses des salaires des fonctionnaires, le déficit budgétaire se creuserait à moyen et long termes causant ainsi un accroissement de la dette publique.

Par ailleurs, l'étude a été étendue aux aspects microéconomiques pour appréhender les effets des deux mesures de politiques publiques sur les niveaux de vie des ménages, notamment la pauvreté, les inégalités et la mobilité sociale. La simulation a été réalisée cette fois-ci sur la base d'un modèle multisectoriel appréhendant les comportements microéconomiques de production, de consommation, de commercialisation et de transferts, ainsi que les mécanismes de redistribution des rémunérations des facteurs.

Il s'agit d'un modèle d'équilibre général calculable en microsimulation, dans lequel le lien micro-macro est établi à travers la réconciliation des informations microéconomiques issues des enquêtes auprès des ménages et des données macroéconomiques fournies par les tableaux de synthèse de la comptabilité nationale. Il a pour cadre comptable la matrice de comptabilité sociale synthétisant l'activité économique nationale en 2007 et l'enquête nationale sur les niveaux de vie et la consommation des ménages de 2007.

Il se dégage de cette simulation une amélioration du niveau de vie de la population notamment une mobilité sociale ascendante, une quasi-stagnation des inégalités et par conséquent une réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité. En effet, la répartition des dépenses de consommations selon les quintiles montre que les 20% des ménages les moins favorisés auraient connu une amélioration de leurs dépenses de consommation de 3,4%, en revanche l'amélioration de celles des 20% des ménages les plus aisés n'aurait pas dépassé 0,02%. Le ratio des dépenses des aisés relativement à celles des moins favorisés aurait baissé en conséquence de 7,61 fois à 7,36.

En se référant à la segmentation des ménages, selon l'approche statistique de 0,75 et 2,5 fois la médiane, il se dégage une amélioration des niveaux de vie de la classe des modestes et des moyens. Les dépenses de consommation de la classe des modestes seraient en amélioration de près de 3,8%. Le niveau de vie de la classe moyenne serait en hausse également de 2%. La classe des aisés, quant à elle, n'aurait pas enregistré de changements significatifs.

La mobilité sociale ascendante entre les différentes classes induirait une nouvelle structure des dépenses de consommation. La part de la classe des modestes dans les dépenses totales de consommation baisserait de 12,3% à 11% après simulation, celle de la classe moyenne passerait de 54,4% à 54,9% et celle de la classe des aisés de 33,3% à 34,1%.

Toutefois, l'effet positif de la réduction de l'IR et de l'augmentation des salaires sur les niveaux des ménages, particulièrement la classe des modestes et des moyens, n'affecterait pas la concentration des revenus, puisque l'indice de GINI resterait en quasi-stagnation, passant de 0,406 à 0,4065 après simulation.

Globalement, l'amélioration des niveaux de vie des ménages, conjuguée à une quasi-stagnation des inégalités, devrait se traduire par une relative baisse de la pauvreté. Le taux de pauvreté aurait diminué de près de 0,3 point de pourcentage au niveau national, passant de 8,9% à 8,6%.

Par ailleurs, le taux de vulnérabilité, qui exprime la part de la population qui serait exposée au risque de sombrer dans un état de pauvreté, aurait diminué de 0,7 point de pourcentage au niveau national.

**Tableau 1 : Effets macroéconomiques**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<u>En taux de croissance</u>							
Consommation	1,79	3,17	3,22	3,10	2,99	2,92	2,89
Investissement	0,75	1,57	1,58	1,23	0,91	0,69	0,54
PIB	0,77	1,22	1,05	0,86	0,74	0,67	0,64
Exportations	-0,04	-0,14	-0,24	-0,31	-0,36	-0,39	-0,41
Importations	1,57	2,95	3,17	3,09	2,96	2,84	2,76
Prix	0,23	0,66	1,04	1,31	1,46	1,53	1,57
Revenu disponible des ménages	2,24	4,02	4,30	4,44	4,49	4,50	4,51
<u>En différence</u>							
Population en chômage	-18036	-34442	-34749	-29368	-24039	-20610	-18986
Emploi	26410	50440	50900	43010	35210	30180	27810
<u>Ecart en % du PIB</u>							
Déficit budgétaire	-0,97	-1,52	-1,46	-1,46	-1,45	-1,43	-1,43
Déficit commercial	-0,80	-1,51	-1,64	-1,60	-1,52	-1,45	-1,39

**Tableau 2 : Effets sur les dépenses de consommation des classes sociales**

Classes des ménages	Part dans les dépenses de consommation totale (En %)	
	Situation de base	Situation simulée
Classe des modestes	12,3	11
Classe moyenne	54,4	54,9
Classe des aisées	33,3	34,1

**Tableau 3 : Effets sur la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités**

Indicateurs	Situation de base	Situation simulée
Taux de pauvreté	8,9	8,6
Taux de vulnérabilité	17,5	16,8
Inégalités (GINI)	0,406	0,4065